

## IDENTIFICATION DU POSTE

DIRECTION OU SERVICE (sigle) :

DGE

INTITULÉ DU POSTE : **Chargé(e) de mission « Société Numérique »**

CATÉGORIE (OU CORPS/GRADE) : A+

 EMPLOI DE CHEF DE MISSIONGROUPE DE FONCTIONS<sup>1</sup> :FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S)<sup>2</sup>

Développement économique / Développement économique local et national

INTITULÉ DU (DES) MÉTIER(S)<sup>2</sup>

Chargé(e) de la conduite des politiques publiques

## DOMAINE D'ACTIVITÉ (POUR LES FAMILLES PILOTAGE-MANAGEMENT ET AIDE AU PILOTAGE)

## CONTEXTE DU RECRUTEMENT

Remplacement

Poste vacant

depuis le

01/04/2017

Nom du titulaire précédent ou actuel : Oriane LEDROIT

## DURÉE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE

durée minimale :

durée maximale :

## LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GÉOGRAPHIQUE

Direction ou service : DGE – Agence du Numérique

Sous-direction : Mission Société Numérique

Bureau et secteur :

Adresse : 139 rue de Bercy 75012 Paris

Informations complémentaires :

## LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT

## DESCRIPTION DU SERVICE : missions, organisation, nombre d'agents

**L'Agence du Numérique**, créée par un décret du 3 février 2015, est un service à compétence nationale rattaché au directeur général des entreprises. L'Agence est chargée de l'impulsion, de l'animation et de l'accompagnement des projets et des initiatives numériques développés dans les territoires par les collectivités publiques, les réseaux d'entreprises, les associations et les particuliers. Les objectifs de l'Agence sont fixés par le ministre chargé du numérique. Elle prépare et réalise, à la demande du Premier ministre, tous travaux interministériels entrant dans son champ de compétence. Elle assure ses missions en lien avec les services centraux et déconcentrés de la direction générale des entreprises ainsi qu'avec les autres services de l'Etat intervenant dans le domaine du développement numérique. L'Agence comprend trois pôles responsables respectivement (i) du pilotage et de la mise en œuvre du déploiement du Plan France Très Haut Débit, (ii) du pilotage et de la mise en œuvre des actions French Tech et l'accompagnement des initiatives candidate à l'octroi du label du même nom, (iii) du pilotage du programme Société Numérique. A ce jour, l'Agence regroupe une quarantaine d'agents environ et est animée par un directeur et trois chefs de pôle qui lui sont directement rattachés.

**La Mission Société Numérique** constitue l'un des trois pôles de l'Agence du numérique. Elle a pour mission d'impulser et de développer, en lien étroit avec les collectivités territoriales et les acteurs de l'écosystème, des programmes visant à l'acculturation du grand public aux nouveaux usages et services numériques, en portant une attention particulière aux publics fragiles.

La mission porte actuellement cinq grands projets, en cours de réalisation :

1. La création d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif rassemblant les acteurs de la médiation numérique dans leur diversité : associations, collectivités territoriales, fablabs, Espaces publics numériques, tiers lieux... En complément des initiatives locales existantes, cette structure a pour objectif de soutenir la mise en œuvre de projets d'envergure régionale ou nationale et la mutualisation des compétences et moyens des acteurs de la médiation numérique.

Date de mise à jour : / /

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

2. La mise en place d'un « chèque numérique » pour financer la prise en charge partielle ou totale des services de médiation numérique, ouverte aux citoyens, salariés et entrepreneurs.
3. La co-construction d'un document cadre « Orientations nationales pour le développement des usages et des services numériques dans les territoires », en application de l'article 69 de la loi République Numérique et dans la lignée des schémas directeurs d'aménagement numérique du territoire.
4. Le Laboratoire d'Analyse et de Décryptage du Numérique, qui vise à réaliser des enquêtes et baromètres sur les usages du numérique par les Français et à agréger des données et savoirs issus d'enquêtes nationales, internationale et régionale.
5. L'expérimentation dans plusieurs départements du droit au maintien à la connexion Internet, en partenariat avec les départements, les fournisseurs d'accès à internet (Orange, SFR, Bouygues Télécom et Free) et la Fédération française des télécoms.

La mission gère, en outre, des sites destinés à soutenir les acteurs de la médiation et à contribuer au développement du numérique dans la société : [www.netpublic.fr](http://www.netpublic.fr), [www.mediation-numerique.fr](http://www.mediation-numerique.fr), [www.metiers.internet.gouv.fr](http://www.metiers.internet.gouv.fr)

Dans ce cadre, les partenaires privilégiés de la Mission Société Numérique sont les acteurs de la médiation numérique, les collectivités territoriales, les administrations et les écosystèmes d'innovation locale dont les réseaux d'entreprises.

La Mission Société Numérique est aujourd'hui composée d'une équipe de 5 personnes.

#### DESCRIPTION DU POSTE : missions, attributions et activités

Sous la responsabilité de la responsable de la Mission, le/la chargée de mission viendra renforcer l'équipe actuelle pour le développement et le suivi des projets de la Mission Société Numérique.

Plus particulièrement, il/elle assurera le lien avec les acteurs de la médiation numérique (comités de pilotage, préparation des Assises de la médiation numérique, accompagnement dans la mise en route de la coopérative, etc.) ainsi que les structures sociétaires de la coopérative.

Il/elle aura en charge le recueil et la valorisation des initiatives locales en matière d'acculturation au numérique mais aussi de territoires innovants. Il/elle travaillera au développement de l'accompagnement des territoires sur le volet usages et services numériques de leurs stratégies locales, en lien avec les collectivités et leurs groupements ainsi qu'avec les services déconcentrés de l'Etat.

Il/elle aura aussi en charge le suivi des initiatives ministérielles à laquelle l'Agence du numérique contribue (bourse de l'innovation territoriale, coffre fort numérique, etc.). Il /elle aura la responsabilité de l'instruction et du suivi de plusieurs projets interministériels sur lesquels la mission est identifiée comme référente et/ou participante.

Il/elle contribuera à la réflexion et au travail collectifs pour favoriser le bon déploiement des autres projets portés par la mission notamment l'alimentation en suggestions de contenus et en idées prospectives pour le Laboratoire d'Analyse et de Décryptage du Numérique et l'action de la mission.

Il/elle participera au travail d'amélioration des outils web disponibles ainsi qu'à la réflexion sur le développement de nouvelles plateformes ressources.

#### PRINCIPALES ACTIVITÉS

- |  |   |   |  |  |
|--|---|---|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Pilotage     | <input checked="" type="checkbox"/> Rédaction | <input checked="" type="checkbox"/> Conseil   | <input checked="" type="checkbox"/> Gestion de procédures  | <input type="checkbox"/> Secrétariat           |
| <input type="checkbox"/> Encadrement             | <input type="checkbox"/> Études, recherches   | <input checked="" type="checkbox"/> Animation | <input checked="" type="checkbox"/> Contrôle, vérification | <input type="checkbox"/> Information, accueil  |
| <input checked="" type="checkbox"/> Coordination | <input checked="" type="checkbox"/> Veille    | <input type="checkbox"/> Conception           | <input type="checkbox"/> Saisie informatique               | <input type="checkbox"/> Classement, archivage |

Autres (préciser) :

#### EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITÉS RÉCEMMENT / QUELQUES DOSSIERS À VENIR

Date de mise à jour : / /

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)
2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

**RELATIONS FONCTIONNELLES AVEC :**

- |   |   |  |
|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres services de la direction | <input checked="" type="checkbox"/> les services déconcentrés | <input checked="" type="checkbox"/> d'autres ministères        |
| <input checked="" type="checkbox"/> les agents du ministère             | <input type="checkbox"/> les cabinets ministériels            | <input type="checkbox"/> des organismes étrangers              |
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres directions               | <input checked="" type="checkbox"/> le secteur privé          | <input checked="" type="checkbox"/> des établissements publics |

Principaux interlocuteurs :

Administrations d'État (notamment services de la Direction générale des entreprises, Commissariat général à l'investissement, CGET, SGMAP, CNIL), collectivités locales, écosystèmes des lieux et acteurs de la médiation numérique, acteurs éducatifs, des représentants d'entreprises ou d'associations (nationales et internationales), Direction RSE/relations institutionnelles de grandes entreprises, fondations d'entreprises, autres services de l'Agence du Numérique, écosystème de la Grande Ecole du Numérique

**CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXERCICE**

-Le titulaire du poste doit être de grande confiance eu égard aux informations/documents/échanges potentiellement

confidentiels et sensibles qu'il peut être conduit à traiter

**t sensibles qu'il peut être conduit à traiter**

**Les compétences mises en œuvre sur le poste**

Pour les compétences, en plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'État (RIME) peut également être utilisé (<http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-demploi-public-1>).

Quelques exemples sont mentionnés dans les listes déroulantes ci-dessous.

SAVOIRS <sup>2</sup>	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*
Fonctionnement de l'administration centrale	- niveau pratique
Fonctionnement et compétences des collectivités territoriales	- niveau maîtrise
Dispositifs pilotés par l'Agence du Numérique	- niveau pratique
Ecosystèmes du numérique notamment dans la médiation/ formation	- niveau expertise
Fonctionnement des plateformes web et outils numériques	- niveau pratique
SAVOIR-FAIRE <sup>2</sup>	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*
Organisation/structuration processus internes	- niveau maîtrise
Capacités rédactionnelles et de synthèse	- niveau pratique
Suivi d'actions / contrôle de processus	- niveau maîtrise
Relationnel et présentation orale	- niveau maîtrise
SAVOIR-ETRE <sup>2</sup>	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*
Travail en équipe	* - <i>Initiation : connaissances élémentaires, notions, capacité à faire mais en étant tutoré</i>
Gestion des situations de crise / pressions	- <i>Pratique : connaissances générales, capacité à traiter de façon autonome les situations courantes</i>
Travail en autonomie	- <i>Maîtrise : connaissances approfondies, capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles</i>
Sens aigu du service public	- <i>Expertise : domine le sujet, voire est capable de le faire évoluer, capacité à former et/ou d'être tuteur</i>

**INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

De formation supérieure (niveau master 2), le/la candidat(e) peut avoir réalisé son cursus au sein d'une école d'ingénieur, de commerce ou d'une université. Néanmoins, les candidatures moins diplômées (minimum BAC +2) seront également examinées, notamment eu regard d'expériences professionnelles réussies et des qualités personnelles du candidat.

D'une manière générale, le/la candidat(e) a une bonne connaissance des problématiques liées à la diffusion des outils numériques et du développement de leur usage auprès de différents publics. Il/elle a une bonne connaissance des acteurs de l'écosystème des collectivités territoriales et associations impliqués dans l'appropriation des outils et des usages du numérique auprès de la population, ainsi que des acteurs de l'innovation sociale et des dispositifs d'accompagnement de projets innovants. Il/elle a une bonne maîtrise des enjeux de territoires intelligents et connectés. Il/elle a une bonne

**Date de mise à jour :**    /    /

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/ RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

connaissance des outils numériques de base (CMS, médias sociaux, github, veille stratégique, etc.)

Les qualités relationnelles, de rigueur et de précision dans l'analyse et la rédaction sont indispensables.

Des expériences dans la mise en place de programmes partenariaux et/ou de recherche financement seraient un plus tout comme la maîtrise des enjeux budgétaires et des règles de finances publiques.

Le/la candidat(e) doit avoir un vrai sens du service public et de l'intérêt général.

Les qualités relationnelles, de rigueur et de précision dans l'analyse et la rédaction sont indispensables.

Des expériences dans la mise en place de programmes partenariaux et/ou de recherche financement seraient un plus.

Le/la candidat(e) doit avoir un vrai sens du service public et de l'intérêt général

## **VOS CONTACTS RH** (nom, prénom, fonction, téléphone, adresse électronique)

Nathalie HADDAD, Suivi des carrières-mobilité directionnelle  
Tél. : 01 79 84 36 94 - Mél : nathalie.haddad@finances.gouv.fr

**Date de mise à jour :**    /    /

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)
2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».